

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 18 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAMAB

ZI du Pavement
BP 23
53400 Craon

Références : 2023-311_INSP_SAMAB – Craon_RAP
Code AIOT : 0006303698

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/08/2023 dans l'établissement SAMAB implanté ZI du Pavement BP 23 53400 Craon. L'inspection a été annoncée le 16/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Elle fait suite à l'information de l'exploitant d'un déversement dans le réseau d'eaux pluviales.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAMAB
- ZI du Pavement BP 23 53400 Craon
- Code AIOT : 0006303698
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une usine pour la fabrication de produits de nutrition animale comportant un silo et des installations de stockage de céréales. Ce site existe depuis 1967 et emploie 45 salariés dont 20 présents toute l'année.

Il constitue une filiale du groupe Terrena depuis 1990 (précédemment appartenant au groupe Cana, qui ayant fusionné avec Caval et GCA, a créé Terrena en 2004).

La capacité de production d'aliments pour animaux (granulés, miettes, mèche) est de 100 000 t par

an (70 % à destination des bovins, et 30 % pour la filière porcine). La production s'élève actuellement à 88 000 tonnes/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- analyse d'un accident (déversement d'un produit liquide) et rapport d'accident.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Rapport d'accident | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis une première fiche de notification de l'accident. Elle devra cependant être complétée avec les points listés en annexe 2.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69 |
| Thème(s) : Autre, Accident |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Article R512-69</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose d'un stockage de produit nommé Protéilic implanté dans une cuvette de rétention. Un déversement de ce produit a été constaté par l'exploitant le 14/08/2023 à 04h00 du matin. L'inspection des installations classées a été averti le 14/08 par téléphone puis mail. L'exploitant a transmis par mail le 17/08 une fiche d'accident complétée. L'inspection des installations classées a effectué une visite du site le 17/08 au matin. Dans la suite de ce rapport, l'inspection des installations classées recense les éléments constatés ou fournis par l'exploitant et les éléments restant à préciser et les pistes du plan d'actions en vue d'éviter que l'évènement ne se renouvelle. Les salariés ont cessé leur travail le samedi 12/08 à 4 heures et ont repris le 14/08/23 à 4 heures. Il n'y a pas eu de livraison dans cet intervalle de temps. Ils ont constaté un liquide noir dans la cour le 14/08/23. La date de la dernière livraison et la quantité livrée pourront être ajoutées au rapport d'accident. Le corps du filtre en amont de la pompe de Proteilic a subi une défaillance (photo 1 de l'annexe 1) et le produit s'est déversé dans la cuvette de rétention. Ce filtre avait été remplacé le jour de la visite (photo 2 de l'annexe 1). Le Protéilic est suivant la fiche technique transmise par l'exploitant un concentré azoté liquide légèrement visqueux, de couleur brun foncé, issu de la fermentation de mélasses de betteraves, d'hydrolysats d'amidon et d'autres substances organiques. La Fiche de données de sécurité ne mentionne pas de danger particulier. Elle indique toutefois de ne pas le rejeter directement à l'égout et un risque de pollution des eaux. Le PH du produit est de 3,5 +ou- 0,5. Il convient d'examiner si le produit a pu être à l'origine de la défectuosité du corps du filtre, d'examiner les vérifications sur la ligne de produit alimentant la production et le cas échéant de proposer des modifications de la procédure. L'exploitant a estimé que la quantité de produit présente dans le stockage était de 27 tonnes (à justifier par la capacité du réservoir et les livraisons). L'exploitant estime la quantité relâchée à 23 tonnes. Le réservoir dispose d'une vanne manuelle en pied. Elle était en position ouverte. Une réflexion doit être engagée sur la vanne et sa gestion. Du fait de la défectuosité du bouchon de la tuyau d'évacuation des eaux pluviales de la cuvette photo 3 de l'annexe 1, le produit s'est ensuite déversé et a rejoint la grille de l'aire de dépotage (Photos 4 et 5 de l'annexe 1). Une photo du bouchon défectueux pourrait utilement être ajoutée au rapport d'accident. Le produit aurait dû à la suite rejoindre intégralement le réseau d'eaux pluviales. L'exploitant évoque un bouchage partiel du réseau qui aurait pu mener à un écoulement partiel dans la cour (Photos 6 et 7 de l'annexe 1). Au 17/08, l'exploitant a fait curer le réseau. L'hypothèse évoquée demande cependant à être confirmée. Une partie du produit a rejoint le réseau pluvial de la commune puis la station d'épuration. Le gestionnaire a observé un moussage au niveau de la station et des dépassements de valeurs limites d'émission en composés azotés. La police de l'eau a été informée. L'exploitant devra fournir un suivi précis des perturbations observées au niveau de la station jusqu'au retour à la normale. La cour a été nettoyée et des sciures et des gravats en calcaire ont été disposés pour absorber le produit a priori épandu sur un bi-couche. L'absence de pollution des sols devra cependant être</p> |

confirmée. La cuvette de rétention contient encore quelques quantités résiduelles de produit (Photos 8 et 9 de l'annexe 1) et des traces de produits sur le muret extérieur de la cuvettes (Photos 10 et 11 de l'annexe 1) montrant l'étanchéité imparfaite de la rétention. L'exploitant devra en conséquence compléter sa notification d'accident en ajoutant les éléments précisés en annexe 2.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet